



**UNIVERSITÉ  
TOULOUSE 1  
CAPITOLE**

**INSTITUT  
MAURICE  
HAURIUO**



# L'ACTU RECUE DE L'IMH

## SECOND SEMESTRE 2012



### SOMMAIRE

**PAGE 2 :**

**L'EDITO**

**PAGE 4 :**

**ACTUALITES INSTITUTIONNELLES**

**PAGE 7 :**

**LES MANIFESTATIONS PASSES**

**PAGE 10 :**

**L'AGENDA DES MANIFESTATIONS**

**PAGE 11 :**

**LES SOUTENANCES DE THESES**

**PAGE 12 :**

**PARTICIPATION DES MEMBRES A DES  
COLLOQUES**

**PAGE 16 :**

**COMPTE-RENDU DES MANIFESTATIONS**

**PAGE 18 :**

**LES PUBLICATIONS DES MEMBRES DU  
LABORATOIRE**

**PAGE 23 :**

**LES NOUVEAUX MEMBRES DU  
LABORATOIRE**



L'Institut Maurice Hauriou peut être fier du chemin accompli depuis juin 2012, chemin que cette troisième « actu reçue » vient rapidement retracer. De nouveaux membres titulaires, de nouveaux doctorants, de beaux colloques, de grandes publications, toujours plus de collaborations, de nouveaux équipements, et surtout de nouveaux et nombreux projets. Le parcours individuel des membres est aussi un motif de fierté évident.

Du côté des manifestations scientifiques, le second semestre 2012 a été marqué par trois beaux colloques dont on trouvera ici témoignages sous formes de comptes-rendus et de photographies.

Le colloque relatif aux Sociétés Publiques Locales a réuni un très grand nombre de participants, professionnels et universitaires, entretenant nos partenariats avec les instances locales et nationales de gestion administrative et créant de nouvelles synergies prometteuses. La publication de ses actes à la Revue Française de Droit administratif parachève brillamment une organisation et un déroulement sans faille et unanimement félicités.

Le colloque relatif aux « figures du procès » a su mêler avec une réelle magie les approches juridiques, historiques et culturelles, ce qui a mobilisé autour de l'IMH un public aussi nombreux qu'enthousiaste. Là encore, le succès de la rencontre fut largement commenté, et la publication des actes aux éditions Dalloz reste très attendue.

Il en fut de même lors du troisième colloque, mené grâce à l'énergie des étudiants du Master Droit de la Santé et Protection sociale et des membres de l'Associations du M2, sous l'égide de l'IMH, colloque consacré à une interrogation fondamentale, « Quel avenir pour la dépendance ? ». Cette manifestation, saluée par la présence de Mme Michèle Delaunay, Ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de l'autonomie, de nos députés et sénateurs (M. Bapt, Mme Iborra ; M. Mirassou), et des autorités préfectorales et sanitaires, a rassemblé, en deux amphithéâtres et plusieurs ateliers, autour de nombreux intervenants d'horizons divers, des auditoires passionnés et très investis. Le succès de cette manifestation a témoigné de l'importance, de la pertinence et de l'intérêt que suscitent des recherches et rencontres pluridisciplinaires, à la croisée ici du droit, de la médecine et du social.

Les intervenants comme le public de ces différentes manifestations ont emporté avec eux une vision très positive de nos recherches en particulier et du travail universitaire en général. Nous en retirons un beau satisfecit pour la tâche accomplie et un encouragement pour celles à venir ; nous en retiendrons aussi l'image donnée à tous de la cohésion de l'équipe, de ses complémentarités et de la cordialité des relations qui y règnent

-Par ailleurs, le cycle de conférences s'est poursuivi par l'invitation de Mme le professeur Constance Grewe et de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits, dont on lira plus loin un petit compte-rendu.

-Dans le même temps, les rayonnages des bibliothèques se sont remplis des actes de nos précédents travaux. Les éditions Bruylant ont édité les actes de la première journée « Question sur la Question » tenue en 2011, tandis que simultanément les Cahiers du Conseil constitutionnel ouvraient leurs colonnes aux actes de la seconde journée, tenue en 2012 et parallèlement diffusés sous forme vidéo sur internet ([http://www.dailymotion.com/playlist/x2cgyq\\_ut-capitole\\_ifr-qpc-2/1#video=xvdt8z](http://www.dailymotion.com/playlist/x2cgyq_ut-capitole_ifr-qpc-2/1#video=xvdt8z)).

Le second semestre a également connu, au-delà des publications diverses de chacun de nos membres, une belle moisson de manuels qui accroissent la visibilité des compétences réunies au sein du laboratoire : par ordre chronologique des parutions : G. Kalfèche, Droit de l'urbanisme, PUF, Thémis ; J-G Sorbara, Institutions administratives (avec O. Gohin), 6<sup>ème</sup> éd., LGDJ, Manuel ; X. Bioy, Droits fondamentaux et libertés publiques, 2<sup>ème</sup> éd., Lextenso, Cours. Signalons aussi la réédition du Code constitutionnel de Lexis-Nexis auquel contribue largement le professeur Xavier Magnon. Les manuels d'Hélène Simonian, de Stéphane Mouton et Pierre Esplugas comme les ouvrages de Jean-Claude Zarka font toujours eux aussi les beaux jours des libraires.

Du côté de la vie institutionnelle, saluons en préalable, l'arrivée de nouveaux membres et l'enrichissement progressif de notre équipe en nouveaux talents. Nous avons eu le plaisir d'accueillir le professeur Hélène Hoepfner, que plusieurs d'entre nous connaissaient déjà, et qui, ayant brillamment réussi le concours de l'agrégation externe, a choisi de rejoindre Toulouse et l'IMH. Un portrait lui est consacré. Nous sommes heureux également du rattachement plein de Christopher Charles, Maître de conférences à Versailles-Saint-Quentin. Une quinzaine de nouveaux doctorants a rejoint l'équipe, se répartissant sur l'ensemble des problématiques du laboratoire.

Par ailleurs, le Conseil de laboratoire voit sa composition évoluer au grès des départs des membres. Nous avons l'honneur de pouvoir ainsi compter sur M. Richard Moussaron, nouveau Président du Tribunal administratif de Toulouse qui succède à Mme. Bonmati dans ces fonctions. Pierre Esplugas et Florence Crouzatier représentent désormais les maîtres de conférences après les succès agrégatifs de Stéphane Mouton et Sébastien Saunier.

Au-delà, nous avons tous été particulièrement fiers de la nomination de Wanda Mastor au sein de la *Commission sur la rénovation et la déontologie de la vie publique*, présidée par l'ancien Premier Ministre Lionel Jospin et dont le rapport a été remis en novembre et devrait faire l'objet de mise en œuvres dans les mois à venir. Le pr. Wanda Mastor a pu, lors de différents interviews, valoriser le laboratoire et nous savons que les instances d'évaluation sont sensibles à notre ancrage dans la vie de la cité et notre communication à l'égard du grand public. Elle aura bientôt l'occasion d'exposer lors d'une conférence ce que fut cette « aventure », si passionnante pour saisir les mécanismes de « la fabrique du droit »...

Les perspectives ne sont pas moins nombreuses pour l'année 2013 qui s'ouvre. Plusieurs manifestations font l'objet de chantiers : colloques relatifs aux liens entre la santé ou la bioéthique et le droit constitutionnel, aux juridictions administratives, aux nouveaux développements de la QSQ, dans sa troisième édition ; colloques aussi sur les biens culturels locaux et sur les rapports entre identité, identification et corps, sur les rapports que les Présidents de la République successifs ont entretenu avec les libertés. Ces manifestations seront le lieu d'un appui solide de l'IFR Droit.

En janvier, s'opère la première étape des travaux consacrés à l'actualité de la pensée de Maurice Hauriou sous la forme d'un workshop méthodologique visant à dégager les pistes de recherche pour un futur ouvrage coordonné par nos jeunes docteurs et doctorants (Ch. Alonso, J. Schmitz, A. Duranthon). Nous étudierons aussi la possibilité d'un programme de recherche relatif à l'intervention publique dans le domaine des « biobanques en cancérologie » (collections de ressources biologiques).

Nous aurons la visite le 5 avril du Président Jean-Paul Costa, ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme et du Professeur Michel Rosenfeld de la Cardozo de New-York. L'activité internationale du Laboratoire se poursuit assurant sa visibilité au-delà de nos frontières : conférences à la Cour administrative suprême de Thaïlande, invitation au Forum de Bioéthique franco-latino américain à Santiago du Chili, sur deux continents en pleine mutation, en quête de références juridiques, où il importe ainsi de marquer notre présence et de faire valoir nos compétences.

Au-delà de ces moments particuliers, la vie du laboratoire s'écoule dans une activité fiévreuse autour des séminaires de thèse, au rythme d'un chaque mois, autour des réunions d'axes et des ateliers relatifs aux travaux en cours qui ne demandent qu'à trouver leur vitesse de croisière. La cohésion de l'ensemble y gagne.

Fiers du chemin accompli, fiers aussi d'une identité désormais reconnue par tous et acquise par chacun, les codirecteurs de l'Institut, toujours dévoués à l'IMH, vous souhaitent une belle et heureuse année 2013.

Xavier BIOY et Isabelle POIROT-MAZERES



**Actualités institutionnelles**  
*Des membres de l'IMH*

---

**X. BIOY**

- Jury de thèse de M. J-F KERLEO, *La transparence en droit public*, LYON III, 5 octobre 2012.
- Jury de thèse de M. D. FALLON, - *L'abstention de la puissance publique et la garantie des libertés fondamentales*, Toulouse, 16 novembre 2012
- Jury de thèse de M. N. NIVERT, *Intérêt général et droits fondamentaux*, La Réunion, 1<sup>er</sup> décembre 2012
- Jury de thèse de Mme. L. MOHORADE, *Le débat sur la gestation pour autrui lors de la seconde révision des lois de bioéthique françaises : d'un conflit de légitimités à une entreprise de légitimation*, IEP de Bordeaux, 4 décembre 2012.
- Jury de thèse de Mme. M. SCOLLO, *Le droit au développement personnel au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, Montpellier, 21 décembre 2012.
- Correcteur spécialisé Premier concours de l'Ecole Nationale de la Magistrature, juillet 2012
- Comité d'évaluation de l'AERES, Université Paris V-Descartes, 11 et 12 décembre 2012.
- Audition par la Commission des affaires sociales du Sénat, à propos de la proposition de loi relative aux recherches sur les cellules souches embryonnaires, Paris, Sénat, 26 septembre 2012.
- Intégration au Conseil d'Administration de EUROPEAN PUBLIC LAW ORGANIZATION (EPLO), lors du colloque « Crise et droit public », Spetses, 13-15 septembre 2012.

---

**P. ESPLUGAS**

- Désignation au Conseil de laboratoire de l'IMH en septembre 2012
- Jury de thèse d'Imen LABIDI " La contrariété entre la Constitution française et le droit de l'Union européenne" le 6 décembre 2012.

---

**G KALFLECHE**

- Expert AERES, Université Paris-Dauphine
  - Jury de thèse de Jennifer MARCHAND, *Essai sur la notion d'appartenance publique. Contribution à l'étude du régime des entreprises publiques*, dir. Lucien Rapp, Toulouse 1 – Capitole, 23 novembre 2012
  - Organisation du Colloque « Les sociétés publiques locales », Université Toulouse 1 – Capitole, 20-21 septembre 2012, avec N. LAVAL-MADER, Publication d'un dossier spécial des 15 interventions, RFDA 6/2012
-

---

**C. LAVIALLE**

- Mission d'expertise pour l'AERES des centres de recherche en droit public de l' Université Paris 2 (Décembre 2012).

---

**X. MAGNON**

- Jury de thèse de D. FALLON, *L'abstention de la puissance publique et la garantie des droits fondamentaux*, UT1, 16 novembre 2012.
- Jury de thèse de I. LABIDI-AZZA, *Recherche sur les contrariétés entre la Constitution et le droit de l'Union européenne. L'adaptation des paradigmes théoriques à l'espace constitutionnel européen comme solution aux contrariétés*, UT1, 6 décembre 2012.

---

**W. MASTOR**

- Co-organisation, avec Lionel MINIATO, du colloque « les figures du procès au-delà des frontières », Université Toulouse I Capitole, octobre 2012.
  - Rapporteur pour le prix de thèse du Centre français de droit comparé de 2013.
  - Membre de la *commission sur la rénovation et la déontologie de la vie publique* présidée par Lionel Jospin, 2012.
- 



---

**H. MOUANES**

- Projet de création d'une formation initiale (Licence en Droit) implantée au Centre Universitaire de Tarbes-Pyrénées, en coopération avec le Directeur de l'UFR Droit d'UT1, l'UPPA (Université de Pau et des pays de l'Adour) et le CUTP (Centre universitaire Tarbes Pyrénées) : réalisation prévue pour la rentrée 2013).
- Conventions de coopération avec le Liban (co-tutelle de thèse, co-diplômation, échanges d'étudiants, etc.) avec l'Université La Sagesse (ULS) : approbation par le Conseil d'Administration d'UT1 le 5 juillet 2012 ; signatures par le président d'UT1 et le président, Recteur de l'ULS, respectivement le 2 octobre et le 5 juillet 2012.

---

**I. POIROT-MAZERES**

- Présidence Comités de sélection Droit public, MCF , Université Toulouse 1-Capitole, 22 novembre ; 6 décembre 2012.

---

**S. SAUNIER**

- Agrégation des Facultés de Droit. Reçu au Premier concours national d'agrégation en droit public, Juin 2012
- Professeur de droit public à l'Université Pierre Mendès-France – Grenoble II, depuis septembre 2012

---

**J. SCHMITZ**

- Contrat post-doctoral en droit public à UT1 (octobre 2012).
- 



**AGENDA DES MANIFESTATIONS PASSES**  
*Organisées par l'IMH*

---

**Reproduction assistée et mères de substitution**

**« Assisted procreation et surrogate motherhood »,**

*4 Juillet 2012*

Workshop Franco-ukrainien,  
salle G. Marty, travaux en anglais,

Partenaires : Institut Maurice Hauriou ; Université Paul Sabatier Toulouse III  
Le Groupe de Recherche Juridique d'Albi ; L'Association de recherche et de  
Formation en droit médical (ARFDM) ; L'European Association of Health Law (EAHL)

---

*20 septembre 2012*

**« Les modalités de protection des majeurs. Règles et pratiques »**

Workshop franco-mexicain , Maison du Mexique, Toulouse.

---

**Les sociétés publiques locales**

*20-21 septembre 2012*

**Bilan d'un nouvel outil de gestion des services publics**

Colloque organisé par Nathalie LAVAL-MADER et Grégory KALFLECHE, IMH, UT1 Capitole

---

**Les figures du procès**

*18 octobre 2012*

Colloque organisé par Wanda MASTOR, IMH et Lionel MINIATO, IMH, IDP, UT 1 Capitole

---

**Conférence du professeur C. GREWE**

*22 octobre 2012*

Mme. Le professeur Constance GREWE, professeur émérite de l'Université de Strasbourg, a prononcé,  
À UT1 Capitole dans le cadre de l'IMH, une conférence relative aux interférences entre la protection  
des droits fondamentaux par l'Union européenne et celle qu'effectue la Cour européenne des droits de  
l'Homme. Posée soit en termes de concurrence soit en termes de complémentarité, l'intégration des  
droits dans les corpus européens pose de redoutables problèmes dans les rapports entre systèmes juridiques.

---

*5 décembre 2012*

**Journée d'études sur « La caravane judiciaire »**

sur le site d'UT1 à Montauban co-organisée par Hiam MOUANNES

---

---

**Conférence de M. D. BAUDIS,**

M D. BAUDIS, Défenseur des droits, a présenté un bilan de la première année de fonctionnement de la nouvelle institution. Créé par la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008, le Défenseur des droits (Dominique Baudis jusqu'en 2017) est issu de l'unification de plusieurs Autorités Administratives Indépendantes (Médiateur de la République, Défenseur des enfants, Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, Commission nationale de déontologie de la sécurité). Mais son tout premier rapport d'activité, publié le 26 juin 2012, montre qu'il constitue une mutation majeure vers un nouveau modèle d'autorité constitutionnelle chargée de la protection des droits de l'homme. Ses pouvoirs et ses missions sont accrues, notamment comme intervenant dans le cadre judiciaire. Le Défenseur est assisté de trois adjoints chargés des différentes missions (Enfance, Discrimination, Déontologie de la sécurité) et d'un délégué général à la médiation qui ont été habilités par le ministère public pour opérer des vérifications dans les locaux publics et privés des personnes en cause. Vingt-deux personnes, nommées par les présidents des assemblées parlementaires et des juridictions, composent les trois collèges spécialisés par missions. Il est également relayé par environ 450 délégués territoriaux.

*7 décembre 2012*

---

**Conférence du professeur I. POIROT-MAZERES**

*Responsabilité médicale. De la responsabilité à l'indemnisation*  
Cour administrative suprême, Bangkok

*19 décembre 2012*

---

**Conférence du professeur I. POIROT-MAZERES**

*Euthanasie et fin de vie. Le droit français*  
Conseil d'Etat de Thaïlande, Bangkok

*20 décembre 2012*



**ACTIVITES DU GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES JURIDIQUES D'ALBI  
EN RELATION AVEC L'IMH**

---

**19 octobre 2012**

*Table ronde : « Les langues régionales à la croisée des chemins :  
du patrimoine de la France aux droits de l'Homme ? »  
(Péter KOVACS, Budapest, Jacques VIGUIER, UTI Capitole, Eneritz ZABALETA, Pau-Bayonne)*

---

**23 octobre 2012**

*Conférence du professeur C. GREWE,  
Juge à la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine,  
« Les droits fondamentaux dans l'Union européenne »*

---

**15 Novembre 2012**

*Conférence du Professeur Prakash SHAH, Université Queen Mary de Londres,  
« Multiculturalism and the Law : a British perspective »*

---

**19 novembre 2012**

*Conférence de Maté PAKSY, maître de conférences à l'Université Pazmany de Budapest,  
« La politique de la Hongrie vis-à-vis des minorités hongroises vivant dans les pays voisins »*

---

**28 novembre 2012**

*Conférence du Professeur Alessandro FERRARI, Université de Côme,  
« La liberté religieuse en Italie : petite histoire d'une laïcité différente »*

---

**AGENDA DES MANIFESTATIONS A VENIR***Organisées par l'IMH**18 janvier 2013*

Réunion sur les « biobanques » organisée par Isabelle POIROT-MAZERES et Xavier BIOY des axes Santé et Biotechnologies et Puissances Publiques et Libertés

*28 janvier 2013*

Conférence à Albi du Professeur Ralph Grillo, Université de Sussex,  
« Other Religions in the Courtroom: A View from Britain »

*31 janvier 2013*

Workshop « Actualité d'Hauriou »  
organisé par Xavier BIOY axe Puissance Publique et Libertés

*3 Avril 2013*

Conférence de Michel Rosenfeld  
Professeur à la Cardozo Law School

*5 avril 2013*

Conférence de JeanPaul COSTA  
IMH - GREJA - IEJ

*Juin 2013*

Colloque « Constitution et santé » à Paris,  
Organisé par AFDS-AFDC, IMH  
axes Puissances Publiques et Libertés et Santé et Biotechnologies

*Juin 2013*

Conférence de Blaise WILFERT

*14 juin 2013*

Colloque QSQ 3 organisé par l'IMH Axe Droit(s) et Justice(s) et le GREJA

*Septembre 2013*

Colloque organisé par Hélène HOEPPFNER IMH "Les adages en droit public"  
en collaboration avec Agnès ROBLOT-TROIZIER ,Université d'Evry  
et Laetitia JANICOT Université de Cergy

*Octobre 2013*

Colloque « Directives marchés » organisé par Grégory KALFLECHE  
et Hélène HOEPPFNER Axe Droit Patrimonial Public

*Novembre 2013*

Colloque « Constitution et bioéthique » organisé par Xavier BIOY,  
Axes Puissance Publique et Libertés et Santé et Biotechnologies

*Décembre 2013*

Colloque « Les Présidents de la Vème et les libertés »  
Axe Puissance Publique et Libertés



### *Les soutenances de thèses :*

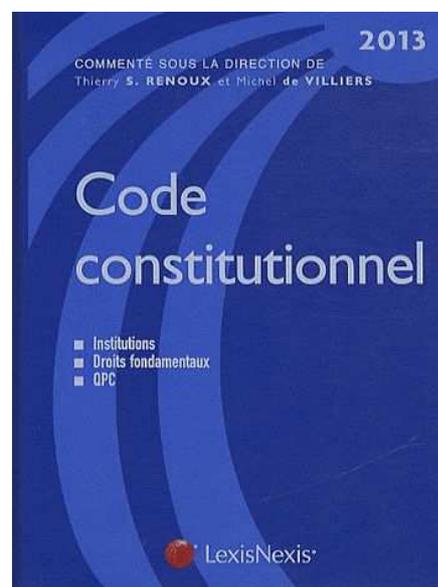
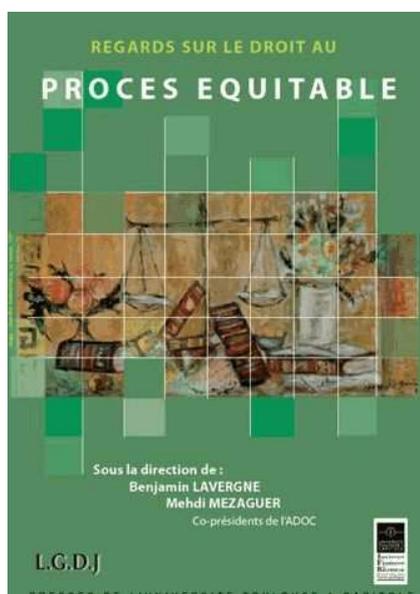
Etienne ALLA, dont les travaux étaient dirigés par le Professeur Jean-Marie CROUZATIER, a soutenu sa thèse le lundi 22 octobre 2012 « Subjectivisme et objectivisme dans le droit sur l'invention des médicaments ». Mention Très Honorable avec Félicitations.

Le vendredi 16 novembre 2012, Damien FALLON a soutenu sa thèse dont le sujet était « L'abstention de la puissance publique et la garantie des droits fondamentaux ». Mention Très Honorable avec Félicitations.

Le Professeur Hiam MOUANNES a vu son doctorant Kamel SOUHAIL soutenir sa thèse le jeudi 22 novembre 2012 « La transparence en droit des marchés publics : instrument juridique majeur de la lutte contre la corruption. Mention Très Honorable.

Imen LABIDI a conduit sa thèse sous la direction du Professeur Pierre ES-PLUGAS et l'a soutenue le jeudi 6 décembre 2012. « Recherche sur les contrariétés entre la Constitution et le droit de l'Union Européenne. L'adaptation des paradigmes théoriques à l'espace constitutionnel européen comme solution aux contrariétés ». Mention Très Honorable.

Lan Ahn Tran a soutenu sa thèse sous la direction du Professeur Wanda MASTOR le samedi 8 décembre 2012. « Recherche sur le contrôle de constitutionnalité des lois au Vietnam. Mention Très Honorable avec Félicitations.



*Participation à des colloques**Xavier BIOY*

- « "La querelle des "sources", vers la recomposition des disciplines juridiques?", Colloque anniversaire du Lassp, IEP de Toulouse, "Entre sciences juridique et politique. Consensus et dissensus disciplinaires et intellectuels", nov. 2012
- « Les biobanques : entre rareté et accès partagé aux ressources biologiques », Colloque, La santé publique à l'épreuve de la rareté, Colloque CERTAP, Université de Perpignan. 14.12.12
- Participation à un débat avec Michel LEVINET, Professeur à l'Université Montpellier I et Patrick WACHSMANN, Professeur à l'Université de Strasbourg, animé par Jordane Arlettaz et Xavier Dupré de Boulois, Professeurs à l'Université Grenoble 2, *Grenoble, Jeudi 28 juin 2012, sur le site de la revue des Droits fondamentaux : <http://webu2.upmf-grenoble.fr/rdlf/?p=2277>*
- "L'usage du concept de personne en droit", in "L'usage des concepts juridiques" sous la direction de J-Y Chérot et F. Rouvière, Aix, Laboratoire de théorie juridique, 12 octobre 2013

*Alassane DIA*

- La personnalité Juridique, colloque de l'IFR, présentation d'un article sur « La personnalité internationale de la Francophonie ».

*Pierre ESPLUGAS*

- Participation au colloque de Besançon "La transparence en politique", 22- 23 nov 2012, thème de la communication: La transparence dans le financement des acteurs politiques, à paraître éditions LGDJ.

*Charlotte HAMMEL*

- « La place de l'établissement de santé privé dans le groupement de coopération sanitaire : un partenaire contraint ? », Contribution au colloque « *Collectivités, territoires et santé : regards croisés sur les frontières de la santé* » organisé par le CERAPS, Lille, 13-15 décembre 2012.

*Nathalie JACQUINOT*

- « The protection of civil rights in France », intervention orale lors du colloque « First International Conference on Public Administration 2012, Bangkok, Thailand », BITEC, Bangkok, 30-31 août 2012.
- « Les dommages de travaux publics », conférence à la Cour administrative de Bangkok, 29 août 2012.
- « Que faire des arrêts de rejet des cours suprêmes ? », intervention orale lors du colloque Question sur la question. La QPC façonnée par ses acteurs : quelle(s) tendance(s) ?, organisé à Toulouse le 1er juin 2012.

**Grégory KALFLECHE**

- « Surfaces et urbanisme », Colloque « les surfaces de l'immeuble bâti », Université Toulouse 1 – Capitole, organisé par l'Institut des études juridiques de l'urbanisme (IEJUC), 29 novembre 2012
- « L'intervention de l'État auprès des entreprises en difficulté », Colloque international « Journées franco-brésiliennes », sur le thème « le traitement des difficultés des entreprises », Université Toulouse 1 – Capitole, 22 et 23 octobre 2012.
- « L'actualité du droit de l'urbanisme », Les Jeudis de l'immobilier, 15 nov. 2012, IEJUC Université Toulouse 1 -Capitole
- « L'arrêt granits porphyroïdes, un arrêt de début de siècle », Colloque sur le centenaire de l'arrêt du 31 juillet 1912, Sté des granits porphyroïdes des Vosges, Université de Lille 2, 4 octobre 2012
- « Le In House et les sociétés publiques locales », colloque, « Les Sociétés publiques locales », Université Toulouse 1 – Capitole, 20-21 septembre 2012
- « Institutional arrangement and instruments of action against the economical crisis », colloque de la European Public Law Organisation EPLO / Organisation européenne de droit public, Spetses, Grèce, les 14-15 novembre 2012

**Christian LAVIALLE**

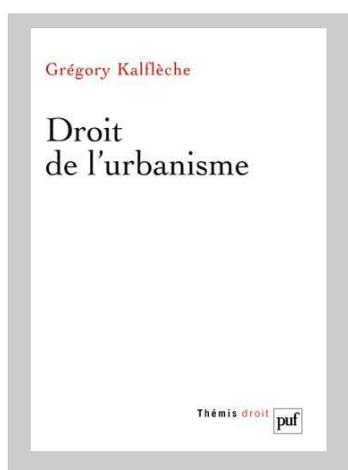
- « L'implantation des éoliennes offshore, Colloque organisé par l' UMR Centre de droit et d'économie de la mer de l'Université de Bretagne occidentale à Brest les 10 et 11 octobre 2012 (rapport juridique de synthèse ) ( en cours de publication, Actes du Colloque, Editions Pédone)

**Xavier MAGNON**

- « Le juge face à l'exception », *La norme et ses exceptions : quels défis pour la règle de droit ?*, Aix-en-Provence, 16 novembre 2012.
- « Penser les rapports entre systèmes juridiques : entre mythe de la convergence et renoncement à une explication normative de la divergence », *Convergences et divergences entre systèmes juridiques*, Cracovie, 23 et 24 novembre 2012.

**Wanda MASTOR**

- « La reformulation de la question », colloque « La QPC façonnée par ses acteurs : Quelles tendances ? » en partenariat avec le Conseil constitutionnel, Institut Maurice Hauriou, Toulouse, le 1<sup>er</sup> juin 2012.
- « Regards croisés sur le procès anglo-saxon », avec Aurélie Duffy-Meunier, colloque « Les figures du procès, au-delà des frontières », Toulouse, le 18 octobre 2012.
- Présidence de la séance « Quelles traductions dans le droit positif ? », colloque « Emergence et construction de la notion de transparence », Université de Franche-Comté, le 22 novembre 2012.



---

**Hiam MOUANES**

- *La femme dans la guerre de 1975-1990 au Liban*, contribution au Colloque international organisé les 10 et 11 décembre 2012 sur le thème « *Le cœur de la guerre, une histoire de femmes* » (le Conseil général de Tarn-et-Garonne porteur principal du Colloque).
- *L'impartialité juridictionnelle dans le viseur de la QPC*, intervention pour un séminaire d'actualisation de la QPC organisé par l'Institut Maurice Hauriou (IMH) le 9 décembre 2011, *Revue Constitutions*, n° 2-2012.
- *Religion et droit, quels rapports ?*, contribution au Colloque international organisé les 14, 15 et 16 juin 2011 par le Centre Toulousain d'Histoire du Droit et des Idées Politiques, l'Université de Toulouse 1 Capitole, l'Institut européen en sciences des religions et le Centre universitaire de Tarn-et-Garonne sur le thème : *Face à une économie "sans foi ni loi" : les religions et le droit*, ouvrage collectif, Presses de l'université de Toulouse 1 Capitole (Ch. MENGÈS-LE-PAPE dir.).

---

**Isabelle POIROT-MAZERES**

- *Responsabilité administrative et santé publique*, in « La responsabilité administrative », Colloque AFDA, 6, 7 et 8 juin 2012, Toulouse.
- *Le contentieux de la responsabilité publique en santé. Tendances*, Conférence Internationale de Droit Médical « Le droit médical et la justice », Faculté de médecine de Toulouse, 2 et 3 juillet 2012.
- Présentation du colloque *Quel avenir pour la dépendance*, Colloque Master 2 Droit de la santé et protection sociale, Institut Maurice Hauriou, 7 septembre 2012.
- *L'évolution de la place et du rôle des associations et des représentants d'usagers*, CISS, 21<sup>ème</sup> conférence annuelle des usagers de la santé de Midi-Pyrénées, *Représentants des usagers : Tiers pouvoir ou contre-pouvoir ?*, ESC Toulouse, 18 octobre 2012.

---

**Sébastien SAUNIER**

- « *L'avenir du modèle français de droit public en Europe. Le mode de production de la décision publique. Vers un code de procédure administrative ?* », 14 novembre 2012, Sciences – Po, Chaire Mutation de l'action publique et du droit public sous la direction de J.-B. AUBY - à paraître.

---

**Julia SCHMITZ**

- Colloque « La santé à l'heure de la rareté » organisé par le CERTAP de l'Université de Perpignan, le 14 décembre 2012. Contribution : « Les déserts médicaux ».
  - Colloque « La (dis)continuité en droit », organisé par l'IFR de Toulouse I Capitole, les 13 et 14 février 2013. Contribution : « Institution pénitentiaire et institutions civiles : un nécessaire aménagement de la continuité institutionnelle ».
-

---

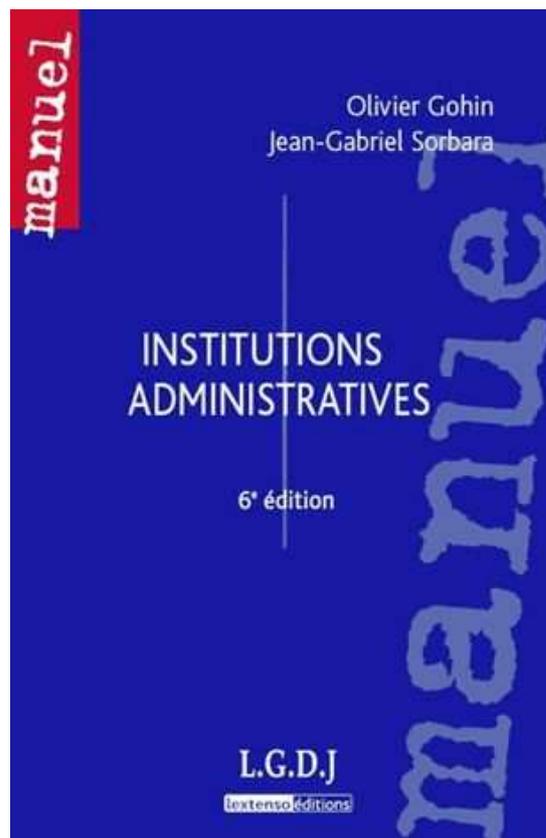
**Jean-Gabriel SORBARA**

- Conférence Ecole Nationale d'Administration « Les évolutions contemporaines du droit administratif »
- Conférence Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : « Les biens des sociétés publiques locales »
- Conférence Université de Bretagne : « La gratuité de l'appropriation publique »
- Conférence Université Toulouse 1 Capitole : « Les symboles du procès administratif »
- Conférence Université Toulouse 1 Capitole : « Sociétés publiques locales et propriété publique »

---

**Sophie THERON**

- « Regards critiques sur une modalité ambivalente de soins psychiatriques : les soins ambulatoires sans consentement », colloque international pour les 30 ans de l'Association française de droit de la santé Consentement et santé, Université Paris Descartes , le 4 octobre 2012
- 



*Compte-rendu des manifestations*

***Les sociétés publiques locales :***  
***Bilan d'un nouvel outil de gestion des services publics***

***Jeudi 20 et vendredi 21 septembre 2012***

Les sociétés publiques locales fêtaient en 2012 leur deuxième année d'existence. Un anniversaire qui méritait d'être fêté en ce qu'il permettait de faire à la fois un bilan des expériences de constitution de SPL et de soulever et tenter de résoudre les questions qui se posent déjà, théoriquement et pratiquement.

Les organisateurs (Nathalie Laval-Mader et Grégory Kalfèche, pour l'IMH) ont donc cherché à créer un dialogue entre les meilleurs intervenants français de l'Université spécialisés en droit public des affaires (4 auteurs des 5 manuels les plus importants), des avocats spécialisés en droit des sociétés, contrats publics et fiscalité ainsi que des acteurs locaux, qu'ils soient élus, Directeurs de SPL, SPLA, SEML. Et le dialogue a eu lieu, les échanges ont été fructueux dans une ambiance à la fois sympathique, polémique et scientifique.

L'amphithéâtre était plus que rempli de professionnels du secteur, administrateurs locaux, avocats, et d'étudiants voyant là l'occasion de rencontrer leurs futurs employeurs. Les partenaires ont par ailleurs été nombreux et satisfaits : la Région Midi Pyrénées, le CNFPT, la Fédération des EPL, le Syndicat National des directeurs généraux des collectivités territoriales, le Barreau de Toulouse, le cabinet DS Avocats.

Sur le plan universitaire, nous ne pouvons qu'être pleinement satisfait de la qualité des réflexions qui ont conduit le comité scientifique de la plus grande revue de droit administratif (la Revue Française de droit administratif, RFDA) à accepter l'ensemble des quatorze interventions à être publiées en tant que dossier dans son numéro 6/2012. Que les auteurs soient ici remerciés de leur célérité.



## *Les figures du procès au-delà des frontières*

**Jeudi 18 octobre 2012**

Les symboles du procès sont nombreux et porteurs d'une signification précise en lien avec les règles qui régissent les procédures et le rôle joué par les acteurs du procès. La balance, le bandeau, le glaive, la robe ou la perruque... nous paraissent inséparables du rituel judiciaire, et pourtant ces symboles ont une histoire et ne sont pas toujours identiques selon les époques ou les lieux. Parfois, ils semblent même absents.

Il reste qu'une justice sans décorum, une justice qui ne se met pas en scène, qui ne donne pas à voir sa puissance, est inconcevable, car l'acte de juger n'est pas anodin.

D'aucuns voient parfois dans ces symboles l'héritage d'une époque révolue où juger était conçu comme une prérogative d'essence divine. Ils y voient un attachement trop fétichiste à des emblèmes qui ne seraient que l'expression d'un sentiment de supériorité sur le justiciable. L'hermine du juge, en effet, n'est-elle pas aussi douce qu'inaccessible ? Par ailleurs, aujourd'hui, la justice managériale et le *process* judiciaire ont tendance à reléguer au second plan les symboles du procès.

D'autres, au contraire, insistent sur l'importance des symboles qui sont bien plus que des signes extérieurs ou des ornements : ils expriment la gravité du moment judiciaire. Au-delà de leur simple apparence, les symboles judiciaires font corps avec le procès et ses grands principes tels que l'impartialité du juge, les droits de la défense, le principe du contradictoire et la publicité.

L'étude du procès à travers ses symboles s'enrichit de celle des symboles à travers leurs représentations. De la justice aux yeux bandés de Dürer au tribunal de grande instance de Nantes conçu par l'architecte Jean Nouvel, les artistes ont donné leur vision de la justice et ont façonné le procès à travers leurs multiples regards. Parfois à un tel point que notre propre vision du procès, sauf à en avoir été acteur, n'est pas directe : elle est issue de ses représentations, notamment littéraires ou cinématographiques.

Le cinéma et la littérature ne s'intéressent d'ailleurs pas exclusivement aux symboles du procès, mais décrivent plus largement le fonctionnement et le quotidien de la justice. Par le prisme d'histoires singulières, la justice se montre alors à découvert et nous dévoile une part de son étrangeté.

D'autres représentations permettent au contraire aux symboles du procès d'acquérir une pleine existence grâce aux œuvres ; les symboles font corps à la fois avec l'œuvre d'art et l'œuvre de justice : ainsi en est-il du Palais de justice.

Le succès du colloque fût tel que l'amphithéâtre n'a pas désempli de la journée.

Les actes seront publiés début 2014 chez Dalloz dans la collection «Thèmes et commentaires »



**PUBLICATIONS DU LABORATOIRE**

**Rim-Sarah ALOUANE**

- “The practice of religion in the French public and private workplace: in search of an elusive balance”. In *A test of Faith: Religious Diversity and Accommodation in the European Workplace* (ed. K. Alidadi, M-CI. Foblets, J. Vrielink), London, Ashgate, 2012, pp. 205-224.

**Xavier BIOY**

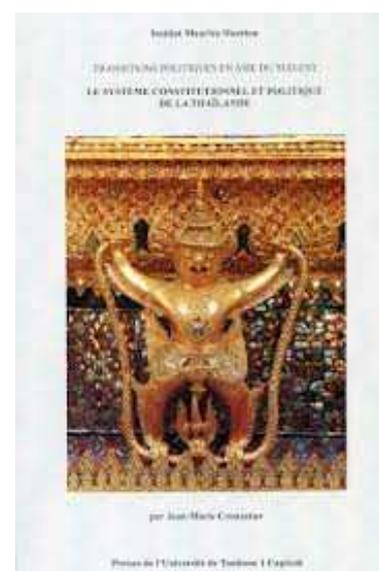
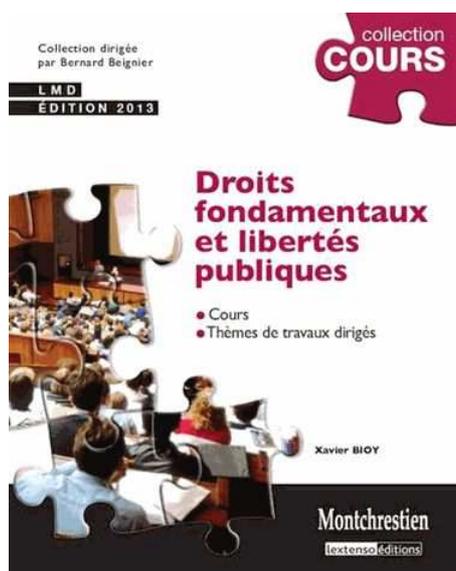
- *Droits fondamentaux et libertés publiques*, Lextenso-Montchrestien, Collection Cours, 894 pages, 2<sup>ème</sup> édition décembre 2012, 660 p.
- "La protection renforcée de la liberté d'expression politique dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme", Revue *Les cahiers du droit*, Vol. 53, n° 4, Liberté d'expression : enjeux et menaces, Laval, Québec, décembre, 2012, p. 738.
- Chronique, Droit de la santé et de la bioéthique, *Constitutions*, n°10 Septembre 2012 : Les ressources biologiques devant le Conseil constitutionnel à propos de la décision n° 2012-249 QPC du 16 mai 2012, *Société Cryo Save France* (Prélèvement des cellules du sang de cordon ou placentaire ou des cellules du cordon ou du placenta) en collaboration avec E. Rial-Sebbag ; Boire ou choisir... à propos de la décision n° 2012-253 QPC du 8 juin 2012 M. Mickaël D. (Ivresse publique)
- « Les droits corporels », in *Le grand oral du CRFPA*, sous la direction de S. Guinchard, Lextenso-Montchrestien, 2012 (60 pages)
- Un corrigé dans les *Annales de droit constitutionnel*, dirigées par M. Verpeaux Dalloz, 2012

**Pierre-Alain COLLOT**

- Le statut du Parlement, in: D. CHagnollaud, M. Troper, *Traité international de droit constitutionnel*, pp. 258-295
- Direction du numéro spécial de la revue *Est Europa* n°1 - 2012 - La loi fondamentale hongroise du 1er janvier 2012

**Jean-Marie CROUZATIER**

- « Le système constitutionnel et politique de la Thaïlande » Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2012



**Alassane DIA**

- Intervention colloque IFR de février 2013 « Plaidoyer pour la continuité de l'alternance démocratique au Sénégal ».

**Pierre ESPLUGAS**

- Le service public, Connaissance du droit, Dalloz, septembre 2012
- Actualisation fascicule n° 149 Jurisclasseur administratif "Notion de service public, droit interne et droit de l'Union européenne", octobre 2012.

**Hélène HOEPFFNER**

- « Concessions de travaux : un pas en avant, trois pas en arrière. *A propos de l'avis de la section des travaux publics du Conseil d'Etat du 21 juin 2011* », *Contrats et marchés publics*, n°9/2012
- « Police locale *versus* police spéciale : l'exclusivité de la police spéciale des communications électroniques », co-écrit avec L. Janicot, *Revue du droit public* n°5/2012.
- Chronique de l'Observatoire de jurisprudence constitutionnelle (ss. dir. G. Drago) : commentaire des décisions du CE, 27 octobre 2011, n°350790, *Sté. TAT* et jugement du TA Dijon 13 sept. 2011, n°1101943, *Cah. Cons. cons.* n°38/2012.
- « Sécuriser et améliorer les sociétés publiques locales », colloque de l'Institut Maurice Hauriou (Université Toulouse 1, Capitole), *Les sociétés publiques locales* (20-21 sept. 2012).
- Co-direction scientifique du colloque sur « Le silence en droit public ». organisé par le Centre de recherche en droit administratif (Paris II), le Centre de Recherche Léon Duguit (Evry) et le LEJEP (Cergy Pontoise), avec les professeurs A. Roblot-Troizier et L. Janicot, le 6 décembre 2011, à la Cour administrative d'appel de Paris. Actes publiés dans la *Revue du droit public*, n°4/2012.

**Nathalie JACQUINOT**

- « L'utilisation par les juges du fond des arrêts de non renvoi au Conseil constitutionnel », *AJDA*, 2012, pp. 2097-2102.
- « Droit constitutionnel : janvier 2011-décembre 2011 » (co-écrit avec Valérie Bernaud), *Dalloz, Panorama*, 2012, n°25, pp. 1638-1647.

**Grégory KALFLECHE**

- Ouvrage « Droit de l'Urbanisme », P.U.F. collection Thémis, 1re ed. 2012, 391 p.
- « Le contrôle des collectivités sur les SPL : faut-il rénover le In House ? », *RFDA* 2012, p. 1120
- Chronique « application du droit de l'Union par les juridictions administratives » (juin - novembre 2012), *Europe*, n° 12, décembre 2012, p. 6

CE, 10 juillet 2012, *SA GDF Suez et ANODE*, n° 353555 et 353556

CE, 22 oct. 2012, *SIPPEREC*, n° 332641

CE, 13 juillet 2012, *CMN et SNCM*, n° 355616

CAA Marseille, 7 nov. 2011, *Sté Corsica Ferries*, n° 08MA01604

CE, 13 juillet 2012, *Cnté de Cne d'Erdre et Gesvres et a.*, n° 347073

---

**Nathalie LAVAL-MADER**

- "Les évolutions du risque pénal dans la gestion publique locale", RFDA, juill./août 2012, n°4, 2012.
- "La société publique locale, outil de décentralisation coopérative", RFDA, janv./fév. 2013, n°6, 2013.

---

**Christian LAVIALLE**

- « La procédure d'alignement à l'épreuve de la Constitution », AJDI 2012. 570 (Septembre 2012). Note sous CE, 23 janvier 2012, Département des Alpes-maritimes, « Le Trait d'Union de l'expertise agricole, foncière, immobilière et forestière », Septembre 2012.

---

**Xavier MAGNON**

- **Ouvrage** *Code constitutionnel*, sous la direction de T. S. RENOUX et M. de VILLIERS, *Litec*, Juriscode, 4<sup>ème</sup> édition, 2012, 1640 p.
- **Article** « La modulation des effets dans le temps des décisions des juges constitutionnels », *AJJC*, 2011 (paru en 2012), pp. 558-591.
- **Article** « La QPC, révélateur des limites du droit constitutionnel ? Lectures contrariées et contradictoires. L'antithèse », face à A. BOTTON et B. DE LAMY (la thèse), *Rec. Dalloz*, Point de vue, 13 septembre 2012, n° 31, respectivement p. 2032 (l'antithèse) et p. 2030 (la thèse).
- « **Chronique constitutionnelle**. France 2011 », avec M. FATIN-ROUGE STÉPHANINI, A. VIDAL-NAQUET et O. LE BOT, *A.I.J.C.*, 2011 (paru en 2012), pp. 853-883.
- **Note de jurisprudence** « Droit pénal constitutionnel. La jurisprudence du Conseil constitutionnel rendue sur Question Prioritaire de Constitutionnalité en matière répressive (mai 2011-mai 2012) », avec TH. S. RENOUX, *Revue Pénitentiaire et de droit pénal*, 2012, n° 3, juillet-septembre 2012, pp. 703-744.
- **Note de jurisprudence** « Un traité international de mise en œuvre du droit de l'Union européenne devant le Conseil constitutionnel : la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (TSCG) *peut* ne pas exiger de révision constitutionnelle préalable », *RFDC*, n° 92, 2012, pp. 851-862.

---

**Wanda MASTOR**

- « Réflexion sur le rôle du Parlement, à la lumière de la décision du Conseil constitutionnel sur la contestation des génocides reconnus par la loi », en collaboration avec Jean-Gabriel Sorbara, *RFDA* mai-juin 2012, n°3.
- « L'effet performatif des opinions séparées sur la motivation des décisions majoritaires », in HOURQUEBIE (F.) et PONTTHOREAU (M.-C.) (sous la direction de), *La motivation des décisions de justice*, Bruylant, Bruxelles, 2012.
- « Constitutional amendment in France », en collaboration avec Liliane Icher, in CONTIADES (X.) (sous la direction de), *Comparative constitutional Amendment*, Routledge, 2012.
- « Léo Hamon parlementaire » in CHARLOT (P.) (sous la direction de), *L'œuvre de Léo Hamon, thèmes et figures*, Dalloz, collection Thèmes et commentaires, 2012.

- « La motivation des décisions des cours constitutionnelles », in CAUDAL (S.) (sous la direction de), *La motivation en droit public*, Dalloz, collection Thèmes et commentaires, 2012.
- « La reformulation de la question par le Conseil constitutionnel », les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°38, 2012.
- Traduction de l'anglais de Vicki Jackson, « Federalism : Norms and Territories », in TROPER (M.) et CHAGNOLLAUD (D.), *Traité constitutionnel*, 2012.

---

### Hiam MOUANNES

- *L'impartialité de la justice, une Question prioritaire de constitutionnalité*, Revue française de droit constitutionnel (RFDC), n° 91-2012.

---

### Stéphane MOUTON

- « Chronique de droit public » : *Revue droit des transports*, nov. déc 2012

---

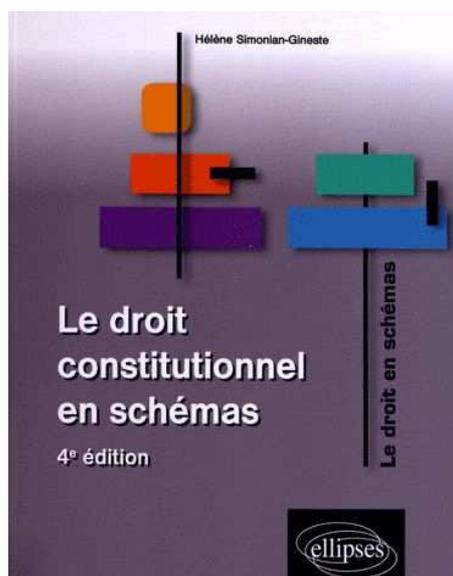
### Julia SCHMITZ

- « L'étranger éloigné et le droit au procès équitable », Regards sur le droit au procès équitable, Actes du colloque de l'IFR, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ, 2012, pp. 59-100.

---

### Hélène SIMONIAN

- Manuel « Droit constitutionnel en schémas » 4<sup>ed</sup> Editions Ellipses, septembre 2012
- 



---

**Jean-Gabriel SORBARA**

- Dans Ph. Roussel-Galle, *droit des entreprises en difficulté*, "Les aides publiques aux entreprises en difficulté"
- RFDA 2012 "Sociétés publiques locales et propriété publique"
- RFDA 2012, avec Wanda Mastor, « Le rôle du Parlement à la lumière de la décision du Conseil constitutionnel sur la contestation des génocides reconnus par la loi »

---

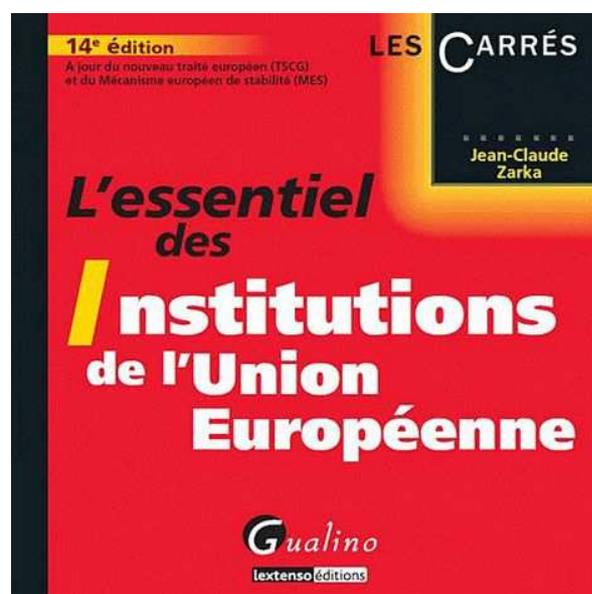
**Sophie THERON**

- « Les questions d'interprétation et de l'appréciation de la régularité d'un acte devant le juge », AJDA 5.11.2012 p. 2037 à 2045

---

**Jean-Claude ZARKA**

- QCM LMD – Institutions de l'Union européenne , Gualino Lextenso éditions, 11<sup>e</sup> édition, 2012.
- - « Sommet de l'OTAN 2010 : un tournant essentiel », *Annales de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse I Capitole*, tome LIII , 2011-2012.
- - « Union européenne : pacte de croissance adopté les 28 et 29 juin 2012 », *Recueil Dalloz*, n° 27 , 12 juillet 2012.
- - « Maîtrise des finances publiques : projet de loi organique », *Recueil Dalloz* , n°33 , 27 septembre 2012 .
- - « Union bancaire : compromis sur un calendrier », *Recueil Dalloz*, n° 38 , 1<sup>er</sup> novembre 2012 .
- - « Maîtrise des finances publiques : adoption du projet de loi organique », *Recueil Dalloz* , n°40 , 22 novembre 2012 .



## Les Nouveaux Membres de l'IMH

---

Depuis 2012, Madame Hélène HOEPPFNER nous a rejoint.

Après un passage éclair à la Faculté de droit de Strasbourg (DEUG), elle a effectué la totalité de ses études à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) : une double maîtrise (droit privé et droit public), un Master 2 de droit public approfondi, une thèse sous la direction du professeur Yves Gaudemet, consacrée à "La modification du contrat administratif".

Elle est ensuite devenue maître de conférences dans la même "maison". Agrégée au dernier concours d'agrégation de droit public (juin 2012), elle a choisi le poste proposé par l'IEP de Toulouse.

Ses travaux de recherches sont essentiellement consacrés aux contrats administratifs et à leur contentieux. En dehors de ces thèmes, elle écrit une chronique dans les Nouveaux cahiers du Conseil constitutionnel et co-écrit avec le Professeur Gregory Kalflèche une chronique dans la revue Europe.

Au cours de l'année 2013, elle co-organisera deux colloques : l'un consacré aux Adages en droit public qui se déroulera à la Cour administrative d'appel de Paris en octobre 2013, en collaboration avec les professeurs Agnès Troizier et Laetitia Janicot ; et l'autre consacré aux futures nouvelles directives "marchés et concessions", avec le professeur Gregory Kalflèche (date à définir).

---

Romain Vaillant, 23 ans a effectué toutes ses études à l'Université Toulouse 1.

Son attrait pour le droit public est apparu assez tôt dans son cursus ; néanmoins, alors qu'il effectuait sa licence, il a souhaité compléter sa formation initiale par le diplôme d'Université délivré par l'IEJUC.

Après le master Droit public fondamental, dont il est sorti avec la mention Bien, il a eu la chance de pouvoir entreprendre une thèse sous la direction de Monsieur le professeur Magnon sur "Le pouvoir d'appréciation du juge constitutionnel. Réflexions sur la démocratie constitutionnelle".

Il pense inscrire ses travaux dans les axes "Droit et justice" et "Puissance publique et libertés".

L'occasion qui lui 'a été offerte d'assurer des travaux dirigés a confirmé sa dilection - déjà ancienne - pour l'enseignement.

---

Thibaut Coussens-Barre, originaire des Pyrénées-Orientales a étudié le droit public à l'Université Perpignan Via Domitia, avant de rejoindre en 2012 l'Université Toulouse 1 Capitole dans le cadre du Master II Droit Public Fondamental.

Début juin, avec quatre autres étudiants du master, il a représenté l'Université et l'IMH au Conseil Constitutionnel lors de la finale du 2ème concours Georges Vedel récompensant la meilleure plaidoirie QPC.

Il débute cette année une thèse placée sous la direction de Mr le Professeur X. Bioy et intitulée : « L'accès aux ressources biologiques, étude des modalités de l'action publique dans le domaine des biobanques ».

Il s'inscrit dans les axes « Droits et Libertés et Santé et Biotechnologies » mis en place par l'IMH, et est principalement intéressé par les problématiques liées à la bioéthique et à l'encadrement juridique de la recherche scientifique.

Monsieur Guillaume FAUGERES s'est inscrit en doctorat à l'IMH en décembre 2012.

Il est titulaire en 2008 du Master II collectivités territoriales dirigé par Monsieur le professeur Sabiani et a rédigé dans le cadre de ce Master II un mémoire de complément d'études relatif à « l'élaboration du droit carcéral » sous la direction de Monsieur le professeur Philippe Raimbault.

Inscrit en thèse depuis décembre 2012 sous la direction de Monsieur le professeur Grégory Kalfèche, sa recherche est axée sur « l'évolution des droits du détenu justiciable au sein de la prison », et principalement lors des phases préjuridictionnelle et juridictionnelle.

Il postule actuellement pour devenir assesseur en commission disciplinaire pénitentiaire.

Il a effectué plusieurs stages en cabinet d'avocats, ainsi qu'un stage au bureau des référés du Conseil d'Etat.

Il souhaite intégrer ultérieurement l'école de formation des avocats, tout en intervenant à l'avenir dans le cadre universitaire. En effet, il aimerait cumuler ces deux activités, recherche et théorie d'une part, d'autre part pratique professionnelle.

**Responsables de la publication :**

**Xavier BIOY, Cécile PETIT**

**Maquette, mise en page :**

**Cécile PETIT**

**28 janvier 2013**

**Contact :**

**[imh@ut-capitole.fr](mailto:imh@ut-capitole.fr)**

**<http://imh.ut-capitole.fr>**



**UNIVERSITÉ  
TOULOUSE 1  
CAPITOLE**

**INSTITUT  
MAURICE  
HAURIOU**

